FRANCE

1983

2294

2293

1983

2295

1983

2291

2296

2295

1983

2297

2296

FRANCE

1984

2302

1984

2299

1984

2303

2300

1984

2305

2301

1984

2306

1984

2304

1984

2307

1984

2309

2310

11 F.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Résistance
2.00
40e ANNIVERSAIRE
DE LA LIBERATION
3.00
Débarquements
REPUBLIQUE FRANÇAISE

1313 A

FRANCE

1984

2308

1984

2315

1984

2311

1984

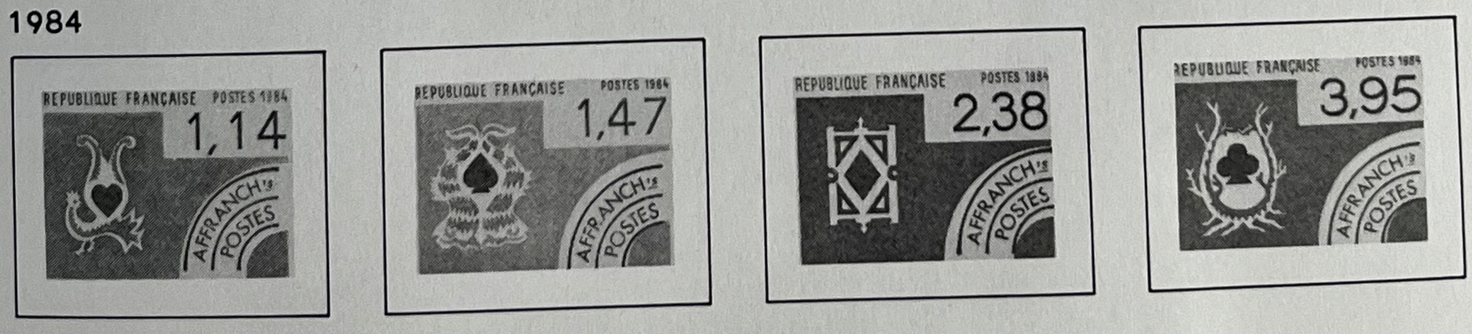
2312/2313

→ 2313 A

1984

2314

1984



1984

2317

1984

2316

7 F.

FRANCE

1984

2323

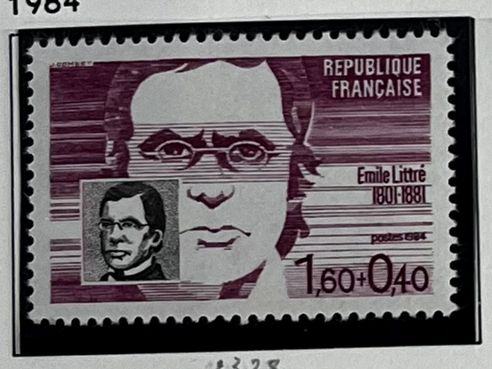
2326

2324

2325

2335

1984



2328

2329

2329 A

2330

2331

2332

1984

2327

12. t.

C 2033
t. n° 2345 a

carnet t. n° 2345 a

FRANCE

1984

2333

1984

2334

1984

2346

1984

2337

2338

2339

2340

1984

2336

1984

2341

1984

2344

1984

2342

1984

2345

1984

2343

13 t.

FRANCE

1984

2333

1984

2334

1984

2346

1984

2337

2338

2339

2340

1984

2336

1984

2341

1984

2344

1984

2342

1984

2345

1984

2343

13 t.

FRANCE

1985

2347

1985

2348

2349

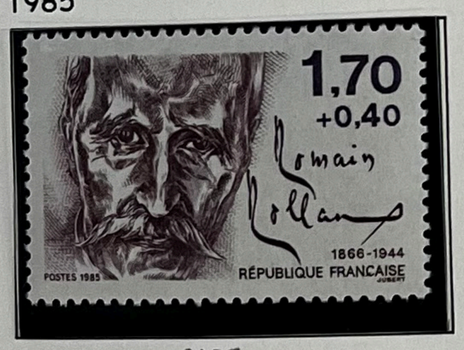
2350

2352

2388

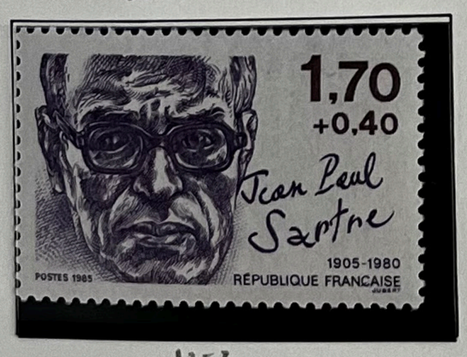
2351

1985



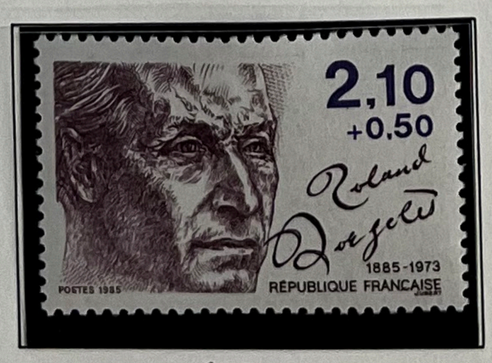
2355

2356

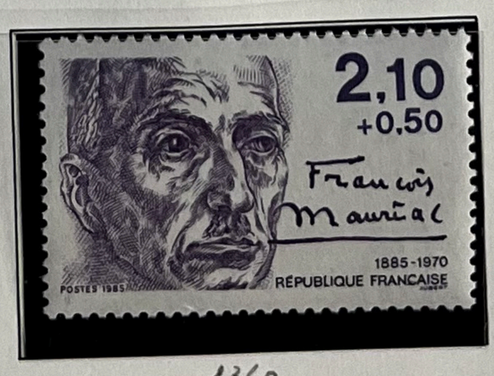


2357

2358



2359



2360

FRANCE

1985

1985

2353

1985

2354

1985

2361

1985

2365

1985

2363

1985

2371

1985

2366

1985

2367

8 t.

RETOUR
À LA PAIX
2,00
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
POSTES 1985
40e
ANNIVERSAIRE
DE LA
VICTOIRE
RETOUR
À LA LIBERTÉ
3,00
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
POSTES 1985

1365 A

FRANCE

1985

2368/2369

→2369 A

1985

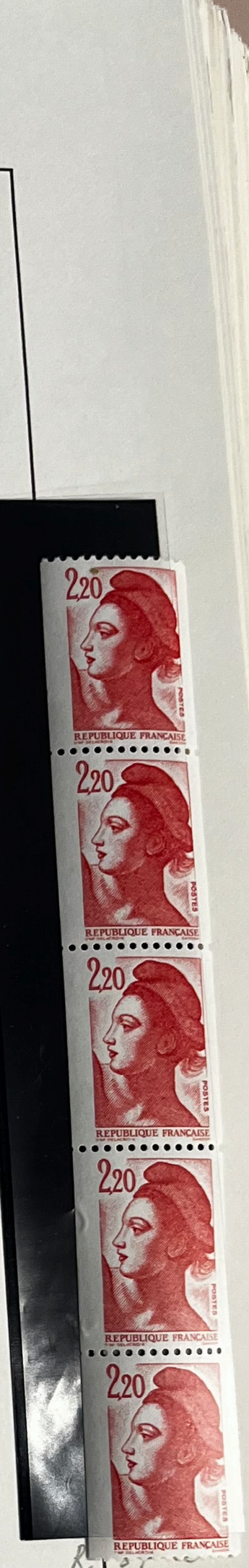
2362

1985

2364

1985

2370



1985

2372

1985

2373

2375

1985

2374

1985

2380

2376

2377

DAVO

175

11 t-
+ 1 R.

C n° 2034

t. n° 2392 a

FRANCE

1985

2383

2382

2381

1985

2384

2385

2386

2387

1985

2389

1985

2390

1985

2392

1985

2391

11 F.

FRANCE

1986

2394

1986

2393

1986

2395

1986

2396

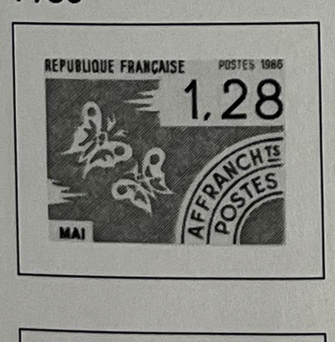
2397

2398

2399

2400

1986



1986

1407

9 t.

FRANCE

1986

2401

2402

2403

2405

1986

2406

2404

1986

2415

1986

2412

1986

2418

1986

2408

1986

2410

→ CARNET n°3500

11 t.

FRANCE

1986

2409

1986

2428

1986

2413

2414

1986

2416

1986

2419

2417

1986

2420

1986

2422

1986

2421

10 t.

FRANCE

2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442

n° 2433 à 2442
BF. n° 9

2444

2443

1 F + 12 t.

C 2035
F.2. 2449 a

FRANCE

1986

2429

2430

2431

2432

R_ n°88

1986

2445

1986

2451

1986

2450

1986

2448

1986

2447

1986

2449

1986

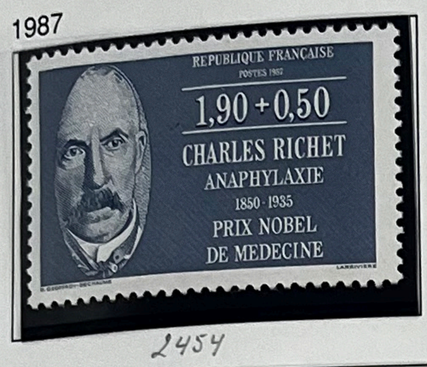
2446

2427

12 t.
+ 1 R.

FRANCE

1987



2454

2456

2458

1987

2452

1987

2453

1987

2462

2463

2465

2464

2466

13 t.

FRANCE

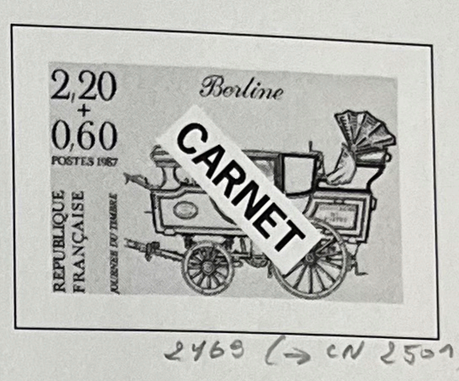
1987

2468

1987

2476

1987



2469 (→ CN 2501)

1987

2467

1987

2470

1987

2475

1987

2471

1987

2477

2472

1987

2473

2474

10 t.

FRANCE

1987

2478

1987

2479

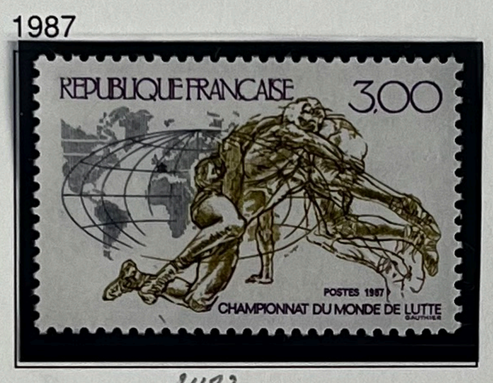
1987

2480

1987

2481

1987



2482

1987

2488

2489

2490

2491

1987

2492

1987

2496

2487

12 t.

C 2036
f. 2° 2438 a

FRANCE

1987

1987

1987

2493

1987

1987

2497

1987

2494

1987

2500

1987

2495

1987

2498

1987

2499

FRANCE

1988

2501

1988

2502

1988

2503

2504

2505

2506

2507

2508

2509

2510

2514

2513

2512

2511

Voir CARNET n° 3004.

14 F.

AFFRANCHISSEZ AFFRANCHISSEZ

CROIX-ROUGE CROIX-ROUGE

REPUBLIQUE FRANÇAISE 2,20 +0,60 POSTES 1988

125e ANNIVERSAIRE DE LA CROIX-ROUGE COATANTIEC

C 2037

f. n° 2555 a

FRANCE

1988

2516

1988

2527

1988

2528

1988

2517

2518

2519

2522

2520

2521

1988

2525

1988

2533

2524

1988

2543

13 t.

C 2038 Ct. n° 262 a

FRANCE

1988

1988

2536

1988

2529

1988

1988

2544

1988

2535

1988

2534

1988

2531

2532

1988

2537/2538

8 t.

FRANCE

1988

2549

1988

2546

1988

2556

1988

2539

2545

2540

2541

2550

2542

2547

2548

2530

12 f.

FRANCE

2555

1988

2552

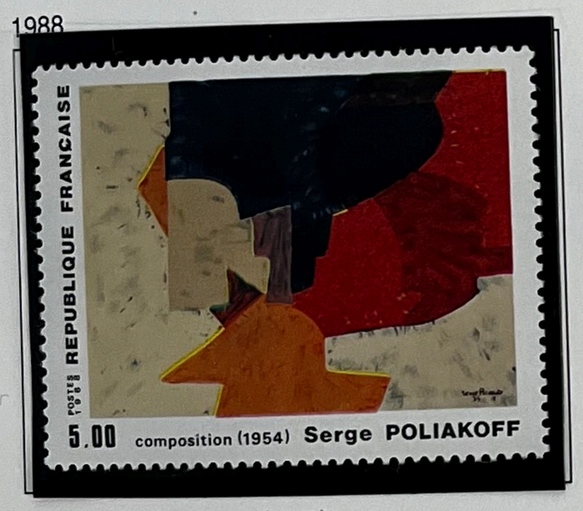
2553

1988

2555

2555 a

1988



2554

1988

2551

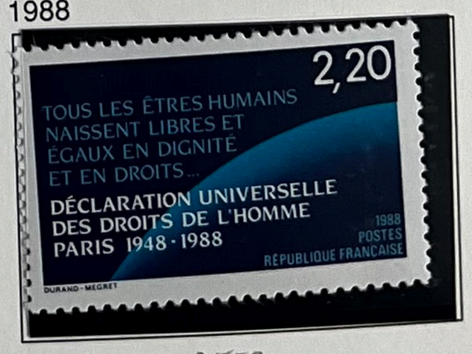
1988

2557

1988

2558

1988



2559

8 t.

FRANCE

1989

2560

1989

2563

1989

2562

1989

2571

1989

2561

1989

2572

1989

2564

2565

2566

2567

2568

2569

12 f.

FRANCE

1989

2573

2574

2575

2576

1989

2577

1989

2588

n° 2578

→ CN 3503

1989

2584

2585

7 f. + 1 bande

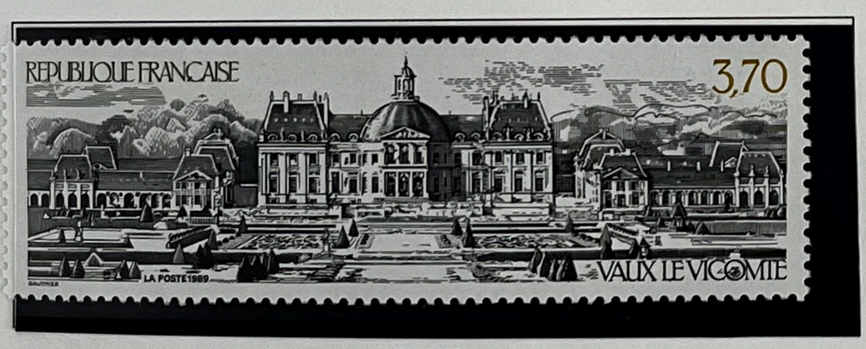
2579 2580 2581 2582 2583

1989

2579 à 2583

1989

2586



2587

2601

1989

2589

1989

2590

1989

2600

1989

PAEO
20204

PRÉAMBULE

Les représentans du peuple François, constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernemens, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solemnelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs pouvoirs, afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution et du bonheur de tous.

En conséquence, l'assemblée nationale reconnoît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivans de l'homme et du citoyen.

ARTICLE PREMIER.

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits; les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

II.
Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

III.
Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation, nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

IV.
La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits; ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

V.
La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

VI.
La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentans, à sa formation; elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talens.

VII.
Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant; il se rend coupable par la résistance.

VIII.
La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

IX.
Tout homme étant présumé innocent, jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne seroit pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

X.
Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, mêmes religieuses pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

XI.
La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

XII.
La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

XIII.
Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

XIV.
Les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentans, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

XV.
La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

XVI.
Toute société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

XVII.
Les propriétés étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

2602 à 2605

FRANCE

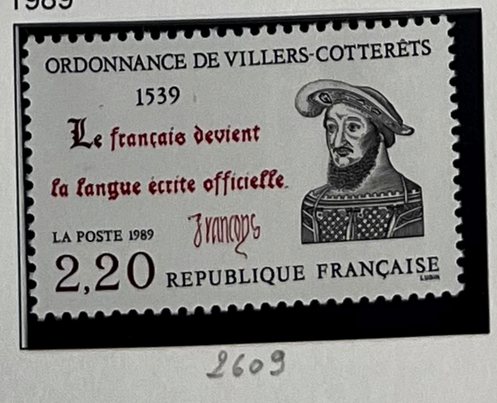
1989

2591

2601 à 2605

2592 à 2595 → BF n°10

1989



2609

1989

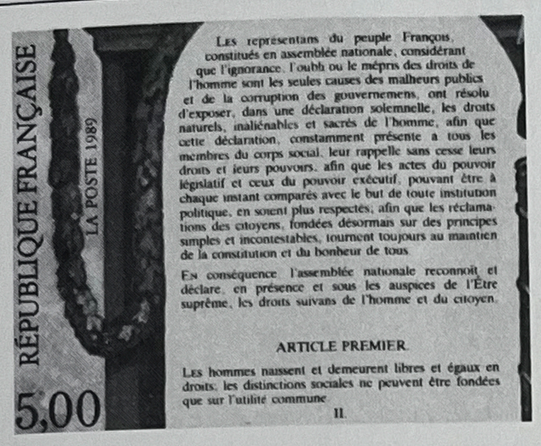
2607

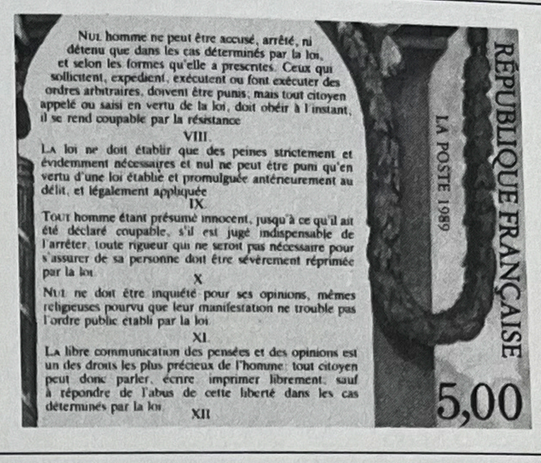
7 t.
+ 1 feuillet
+ 1 bande

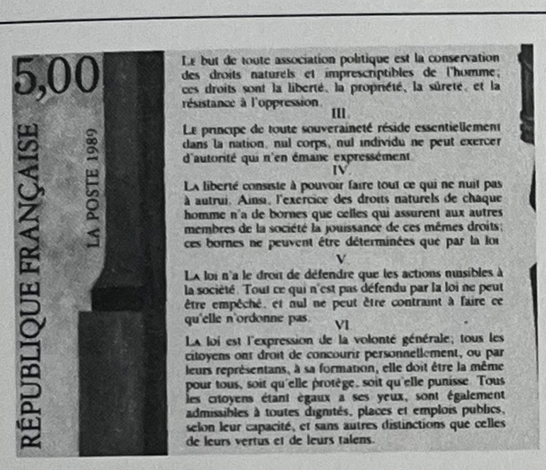
DAVO

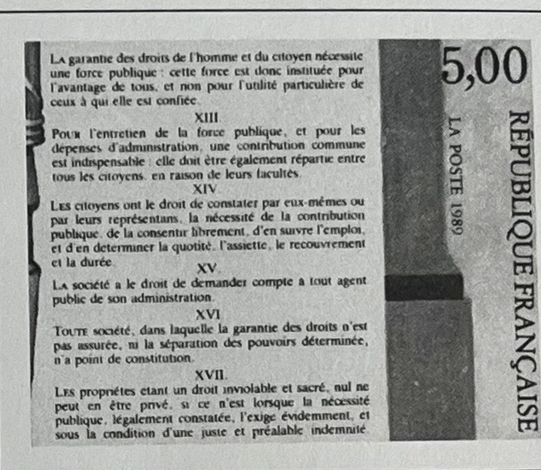
FRANCE

1989









voir feuillet n° 11

1989

2608

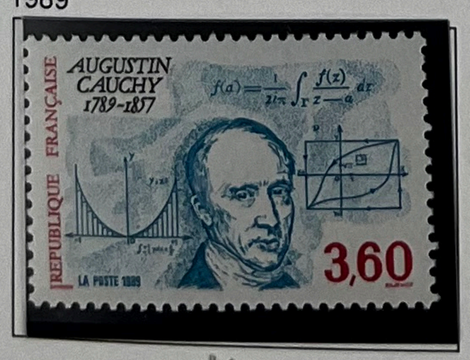
1989

2606

1989

2612

1989



2610

1989

2611

1989

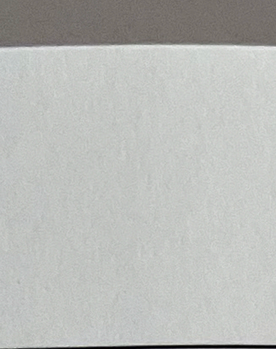
2613

6t.

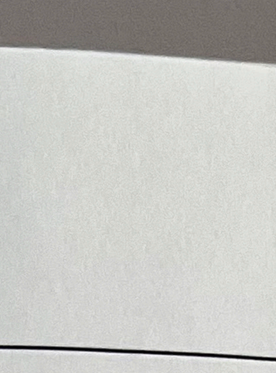
FRANCE

1989-'90

2617



2618



2619

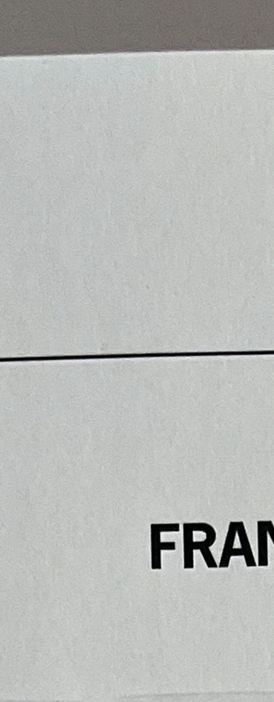
2620

2621

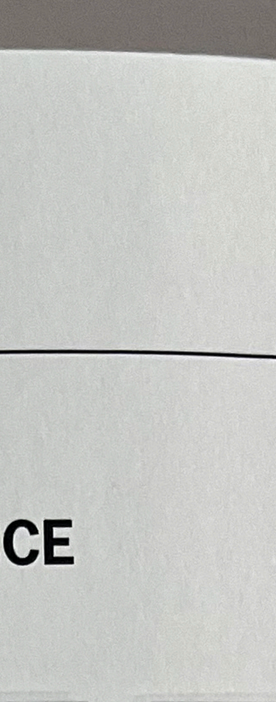
2622

2614

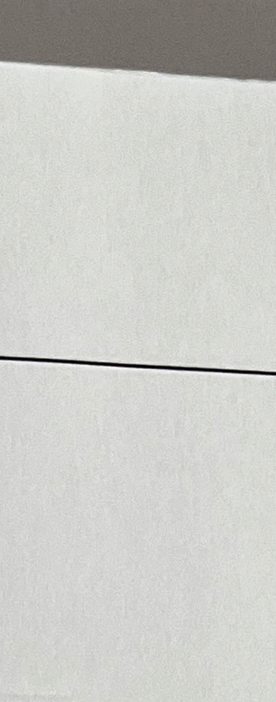
2623



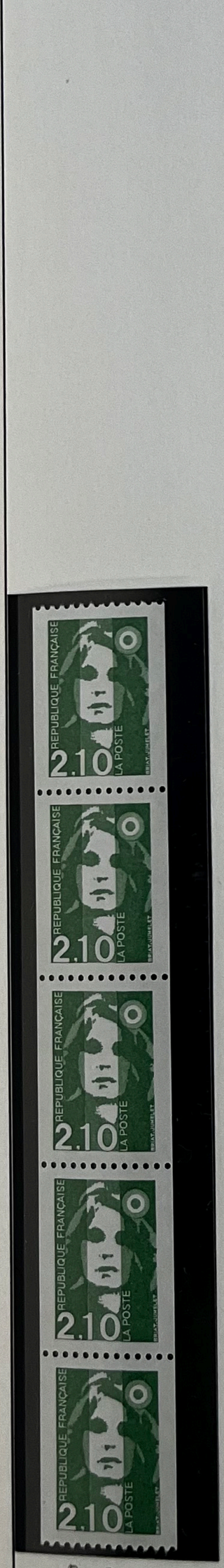
2624



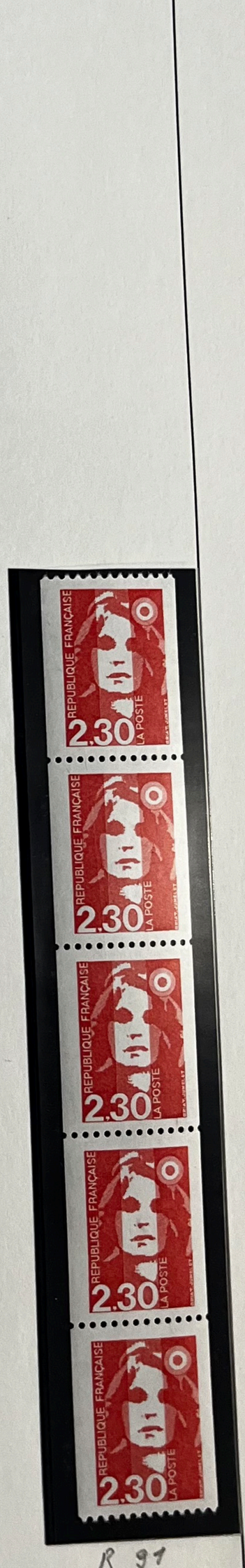
2625



2626



R 90
t. n°2627



R 91
t. n°2628

2615

2616.

11 t.

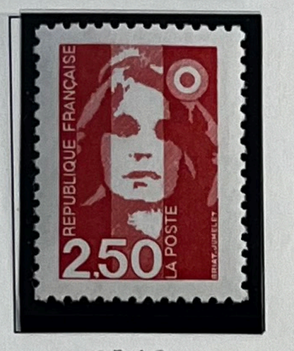
FRANCE

1991

2711

2712

2714



2715

2716

2717

1990 - '91 Dent. hor.

2627 et 2627 a

2627

2628

2628 a

1990

2629

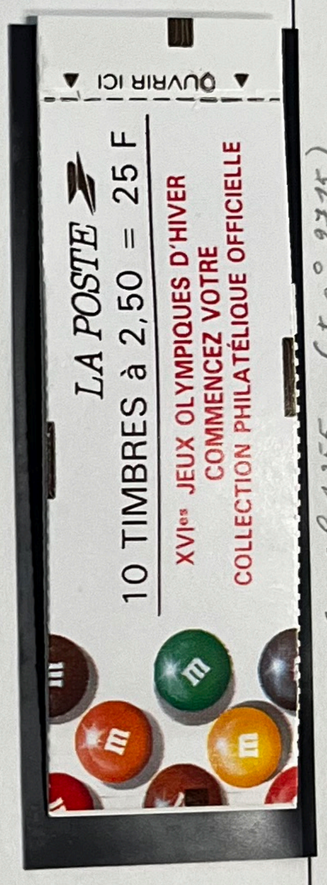
1990 - '91 Gommage adhésif. Non dentelé

2630

2713

2719

Lx n°2719



C n°1255 (t. à n° 2715)

2715 a

1 bl. + 1 x 5. + 1 C

FRANCE

1992 - '93

2806

2790

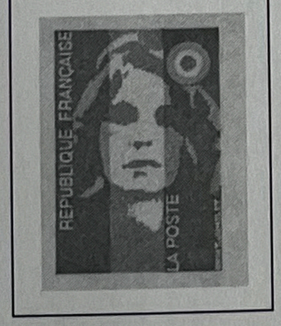
2820

2821

4,20 fr.
rose

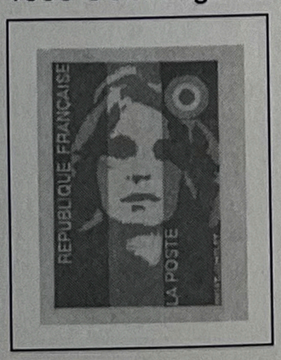
2822

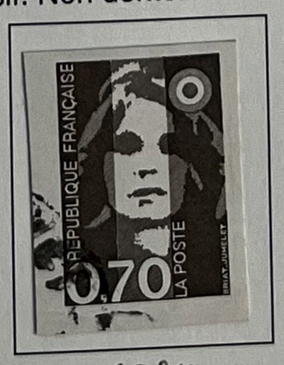
1993 Dent. hor.



2,40 fr.
vert
green

1993 Gommage adhésif. Non dentelé





2824

DAVO

5b.

FRANCE

1990

2632

1990

2631

1990

2634

1990

2635

2636

2637

1990

2633

1990

2644

2639

1990

2642

2643

11 t.